

Cabinet du Garde des Sceaux, ministre de la Justice
Notices biographiques

Patrick Gérard, directeur du cabinet

Né en décembre 1957, conseiller d'Etat. Docteur en droit, agrégé des facultés de droit et diplômé de l'institut d'études politiques de Paris, Patrick Gérard a été assistant (1980-1988), puis maître de conférences de droit public (1988-1992) avant de devenir professeur des universités à la faculté de droit d'Orléans (1992-1993) et chargé de cours à l'école des mines de Paris (1992-2002). Conseiller (1993-1994) chargé des affaires juridiques et de l'enseignement supérieur au cabinet de François Bayrou, ministre de l'Education nationale, il est nommé recteur de l'académie d'Orléans-Tours (1994-1996), puis directeur du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (1996-1999). De 1999 à 2002, il est professeur au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM). Il a par ailleurs été maire de Vincennes (1996-2002), conseiller régional d'Ile-de-France (1992-2002) et auditeur de la 52^e session de l'Institut des hautes études de défense nationale. Nommé recteur de l'académie de Bordeaux en 2002, il est élu président de la Conférence des recteurs français. Il est appelé en juillet 2004 par François Fillon, ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, pour préparer, comme directeur de l'enseignement scolaire, la loi d'orientation pour l'avenir de l'école. Directeur du cabinet de Gilles de Robien, ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (2005-2006), Patrick Gérard est nommé conseiller d'Etat en septembre 2006. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, parmi lesquels *Pratique du droit de l'urbanisme*, couronné par l'Académie des sciences morales et politiques.

Mathieu Herondart, directeur adjoint du cabinet

Révision de la Constitution et droit public, coordination législative et travaux parlementaires, révision générale des politiques publiques et budget, droit civil, questions européennes, politique pénitentiaire

Né en juin 1974, maître des requêtes au Conseil d'Etat. Licencié d'histoire, diplômé de l'école des hautes études commerciales (HEC) et ancien élève de l'ENA (promotion « Averroès »), Mathieu Herondart est auditeur, puis maître des requêtes (depuis 2003) au Conseil d'Etat : il a notamment été rapporteur à la section des finances, puis à celle des travaux publics, ainsi qu'auprès de plusieurs commissions (commission centrale d'aide sociale, commission consultative des marchés auprès du commissariat à l'énergie atomique). Conseiller juridique auprès de la direction juridique de l'agence pour le développement de l'administration électronique, membre du conseil national de la formation des élus locaux et du conseil national de l'action sociale, Mathieu Herondart était, depuis septembre 2004, secrétaire général adjoint du Conseil d'Etat et secrétaire général de la commission pour la transparence financière de la vie politique.

Stéphane Noël, directeur adjoint du cabinet

Organisation des services judiciaires, carte judiciaire, magistrats, greffiers et fonctionnaires de justice, droit pénal, droits des victimes, protection judiciaire de la jeunesse

Né en avril 1967, magistrat. Diplômé de l'institut d'études politiques de Lyon et auditeur de justice à l'Ecole nationale de la magistrature (promotion 1990), Stéphane Noël a été juge des enfants à Grenoble, secrétaire général de la première présidence de la cour d'appel de Lyon,

juge d'instruction et magistrat délégué à la formation au tribunal de grande instance de Lyon. De 2000 à 2002, il préside le tribunal de grande instance de Belley. Conseiller pour les affaires juridiques au cabinet de Christian Jacob, ministre délégué à la famille de 2002 à 2004, il devient conseiller au cabinet du Garde des Sceaux, pour les affaires civiles et l'accès au droit, auprès de Dominique Perben (2004-2005), puis pour les affaires civiles et le droit économique auprès de Pascal Clément (2005-2006). Stéphane Noël était depuis janvier 2006 inspecteur des services judiciaires.

* * *

Yannick Imbert, chef de cabinet

Né en novembre 1958, sous-préfet hors classe. Ancien élève-administrateur de la ville de Paris à l'ENA (promotion « Liberté, Égalité, Fraternité »), Yannick Imbert a exercé les fonctions de chef des services financiers du bureau d'aide sociale de la ville de Paris (1989-1993). Il a ensuite poursuivi sa carrière dans l'administration préfectorale comme sous-préfet de Saint-Amand-Montrond (1993-1995), secrétaire général de la préfecture de la Haute-Loire (1996-1998), sous-préfet de Calais (1998-2000), secrétaire général pour les affaires régionales auprès du préfet de la région Aquitaine (2000-2004), secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône (2004-2005). Yannick Imbert était depuis novembre 2005 directeur de la mission d'accompagnement du projet Iter à Cadarache.

Aude Ab-der-Halden, chef adjointe de cabinet

Née en juillet 1973, magistrate. Titulaire d'un diplôme d'études approfondies en droit privé général et d'un diplôme universitaire de sciences criminelles et criminologie, auditeur de justice à l'École nationale de la magistrature (promotion 1998), Aude Ab-der-Halden a été juge chargé de l'administration du tribunal d'instance de Provins (2000-2003). Magistrate à la direction des affaires civiles et du sceau, elle est rédacteur, puis adjoint au chef du bureau du droit commercial (2003-2005). Aude Ab-der-Halden était depuis 2005 chef du bureau de la réglementation des professions judiciaires.

* * *

Nadine Bellurot, conseillère parlementaire

Relations avec l'Assemblée nationale, le Sénat, le Parlement européen et le Conseil économique et social

Née en avril 1965, juriste. Titulaire d'un diplôme d'études approfondies de droit public, Nadine Bellurot est chargée de mission au bureau d'aide sociale de la ville de Paris (1991-1992), puis assistante parlementaire (1992-1993) de Gabriel Kaspereit, député de Paris. Collaboratrice du groupe RPR de l'Assemblée nationale (1993-2002), elle suit les dossiers de la commission des lois. Elle est appelée par Dominique Perben, Garde des Sceaux, aux fonctions de conseillère chargée des relations avec le Parlement (2002-2005). Nadine Bellurot était depuis 2005 administratrice au Conseil supérieur du notariat, chargée des relations avec les institutions françaises et européennes.

Hugues Berbain, conseiller

Politique pénitentiaire

Né en mars 1963, magistrat. Titulaire d'une maîtrise en droit et d'un diplôme d'études approfondies en droit privé général, auditeur de justice (promotion 1989), Hugues Berbain a

été substitut du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Lisieux. Nommé magistrat à l'administration centrale, il est rédacteur au bureau de gestion de la détention à la direction de l'administration pénitentiaire (1993-1996), puis responsable d'un service de gestion des magistrats à la direction des services judiciaires (1996-2001), avant de prendre la responsabilité du bureau de la gestion de la détention à la direction de l'administration pénitentiaire (2001-2002). Il est conseiller technique, chargé des questions pénitentiaires, au cabinet de Dominique Perben, Garde des Sceaux (2002-2004). Hugues Berbain était, depuis 2004, chef de service, adjoint au directeur de l'administration pénitentiaire.

Pierre Boussaroque, conseiller diplomatique

Affaires internationales, libertés publiques, questions constitutionnelles, Fondation pour le droit continental

Né en février 1967, premier conseiller de tribunal administratif et de cour administrative d'appel. Titulaire d'un diplôme d'études approfondies de droit public, Pierre Boussaroque devient en 1990 attaché principal à la section du contentieux du Conseil d'Etat. Major du concours de conseiller de tribunal administratif en 1996, il est conseiller rapporteur au tribunal administratif de Poitiers, président du bureau d'aide juridictionnelle. Détaché à la direction des affaires juridiques du ministère des Affaires étrangères (1998-2003), il est successivement rédacteur à la sous-direction des droits de l'homme, puis à la sous-direction droit international économique et communautaire. Pierre Boussaroque était depuis 2003 chargé de mission pour la justice, la culture et les technologies de l'information au Secrétariat général du Gouvernement.

Jean-David Cavaillé, conseiller

Action pénale, droits des victimes

Né en février 1968, magistrat. Titulaire d'une maîtrise de droit privé et auditeur de justice à l'Ecole nationale de la magistrature (promotion 1993), Jean-David Cavaillé a été juge d'instruction à Dunkerque, substitut près le procureur général de la cour d'appel de Bordeaux et substitut du procureur de la République du tribunal de grande instance de Bordeaux, avant d'être adjoint au chef du bureau des questions pénales à la direction des libertés publiques et des affaires juridiques du ministère de l'Intérieur (2003-2005). Vice-procureur de la République à Bergerac (2005-2006), Jean-David Cavaillé était, depuis janvier 2007, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Rochefort.

Emmanuelle Dauvergne, conseillère

Relations avec les collectivités territoriales, événements et déplacements politiques

Née en octobre 1971, directrice de production. Après avoir suivi des formations en gestion et en communication à l'Ecole supérieure des techniques de gestion de Reims et à la chambre de commerce et d'industrie de Paris, Emmanuelle Dauvergne a été assistante parlementaire (1995-1997), puis chef de cabinet (1997-2001) de Patrick Trémège, député de Paris, adjoint au maire de Paris chargé de la protection de l'environnement. Chargée de mission à la direction de l'événementiel de l'Union pour un Mouvement Populaire, elle était depuis 2005 chef du service animation de la direction des fédérations de ce mouvement. Emmanuelle Dauvergne a été élue en mars 2001 conseillère (UMP) du XIII^e arrondissement de Paris.

Jérôme Deharveng, conseiller

Droit civil, droit économique, relations avec les professions juridiques et judiciaires

Né en février 1959, magistrat. Diplômé de l'institut d'études politiques de Paris, titulaire d'une maîtrise de droit privé et auditeur de justice à l'École nationale de la magistrature (promotion 1984), Jérôme Deharveng a été substitut du procureur de la République à Mâcon, puis procureur de la République près le tribunal de grande instance de Vesoul. Magistrat à la direction des affaires civiles et du sceau (1996-2007) au bureau du droit commercial, puis comme chef du bureau du droit de l'économie des entreprises, il a préparé et suivi la réforme relative au droit des entreprises en difficulté ainsi que celle concernant les administrateurs et mandataires judiciaires. Jérôme Deharveng était depuis janvier 2007 inspecteur des services judiciaires.

Laurence Lasserre, conseillère

Presse et communication

Née en février 1968, attachée de presse. Titulaire d'une maîtrise de droit public, Laurence Lasserre a été assistante parlementaire d'Hervé Novelli, député d'Indre-et-Loire, attachée de presse d'Alain Madelin, président de l'association Idées-Action, puis directrice de la communication du groupe parlementaire Démocratie libérale à l'Assemblée nationale. Attachée de presse au siège de campagne de Jacques Chirac lors de l'élection présidentielle de 2002, puis chef du service de presse de l'Union pour un Mouvement Populaire pour les élections législatives de 2002, elle est attachée de presse au cabinet de Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre (2002-2005). Auditrice de la 58^e session de l'Institut des hautes études de défense nationale, elle est conseillère (UMP) du XII^e arrondissement de Paris. Laurence Lasserre était depuis 2006 conseillère pour la communication et les relations avec la presse de Dominique Perben, ministre de l'Équipement, des Transports, du Tourisme et de la Mer.

Elisabeth Pelsez, conseillère

Préparation de la présidence française de l'Union européenne, questions judiciaires européennes

Née en juin 1961, magistrate. Diplômée de l'institut d'études politiques de Paris, licenciée en droit et auditeur de justice à l'École nationale de la magistrature (promotion 1984), Elisabeth Pelsez a exercé les fonctions de juge d'instruction à Bernay, puis de juge de l'application des peines à Rouen, avant d'être nommée magistrat de liaison aux Pays-Bas (1996-1999). Auditrice de la 10^e session de l'Institut des hautes études de la sécurité intérieure, puis chargée de mission à la chancellerie pour la mise en place du réseau judiciaire européen lors de la présidence française en 2000, elle est nommée substitut du procureur général près la cour d'appel de Rouen (2001-2002), puis premier substitut à l'administration centrale, où elle préside le groupe Coopération judiciaire pendant la présidence française du G8. Inspectrice des services judiciaires (2003-2005), elle devient conseillère pour la protection judiciaire de la jeunesse au cabinet de Pascal Clément, Garde des Sceaux (2005-2007). Elisabeth Pelsez était depuis mai 2007 chef du service des affaires européennes et internationales (SAEI) au ministère de la Justice.

Jean-Michel Quenet, conseiller

Classes préparatoires intégrées dans les écoles de la Justice, dossiers confiés par le directeur du cabinet

Né en novembre 1960, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche. Diplômé de l'institut d'études politiques de Paris, Jean-Michel Quenet a été assistant parlementaire de Valéry Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale puis au Parlement européen avant de devenir directeur de la communication de la ville de Vincennes (1990-1996), puis chargé de mission auprès du maire (1996-2002). Directeur adjoint du cabinet du recteur de l'académie de Bordeaux (2002-2004), puis chargé de mission à la direction de l'enseignement scolaire au ministère de l'Education nationale (2004-2005), il devient en juin 2005 chargé de mission au cabinet de Gilles de Robien, ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Jean-Michel Quenet a été nommé en octobre 2006 inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche.

* * *

Alexis Delafaye, conseiller technique

Etudes et prospective

Né en mars 1977, juriste d'entreprise. Titulaire d'une maîtrise en droit privé et droit criminel, auditeur d'un diplôme d'études approfondies en droit pénal et d'un diplôme d'études supérieures spécialisées en droit bancaire et financier, Alexis Delafaye a été juriste financier au sein de la direction juridique de Dexia Crédit Local, puis de Crédit Foncier Banque, où il a été notamment chargé des questions concernant la déontologie bancaire et la lutte contre le blanchiment. Il intègre, en octobre 2005, la direction des études de l'Union pour un Mouvement Populaire, comme chargé d'études puis chargé de mission pour les questions juridiques et judiciaires. Membre de la cellule « Etudes » de l'équipe de campagne de Nicolas Sarkozy (janvier-mai 2007), Alexis Delafaye a coordonné les parties relatives à la justice et à la sécurité du projet présidentiel et du programme législatif.

François Guéant, conseiller technique

Droits des victimes

Né en avril 1975, avocat. Titulaire d'une maîtrise « droit des affaires et fiscalité », d'un diplôme d'études supérieures spécialisées de fiscalité de l'entreprise et du certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Ecole de formation du barreau), François Guéant a exercé comme avocat spécialisé en fiscalité locale (1999-2005). Il a ensuite été conseiller technique chargé des questions de fiscalité et de finances locales au cabinet de Brice Hortefeux, ministre délégué aux collectivités territoriales. Il est par ailleurs président de l'association « Mission locale pour l'emploi des jeunes » à Ploërmel. François Guéant a été élu en juin 2007 député suppléant (UMP) de la quatrième circonscription du Morbihan.

Alexandra Onfray, conseillère technique

Législation pénale, politique des mineurs

Née en mars 1973, magistrate. Titulaire d'une maîtrise de droit privé, auditeur de justice à l'Ecole nationale de la magistrature (promotion 1996), elle a été juge d'instruction au tribunal de grande instance de Rouen. Substitut à l'administration centrale du ministère de la justice depuis 2001, elle est successivement, au sein de la direction des affaires criminelles et des grâces, affectée au bureau des politiques pénales générales, adjointe au chef du bureau de la

santé publique, du droit social et de l'environnement, puis chef du bureau du droit économique et financier. Alexandra Onfray est depuis janvier 2006 premier substitut à l'administration centrale.

Jérôme Poirot, conseiller technique

Budget, questions statutaires et immobilières, relations sociales

Né en octobre 1964, administrateur civil hors classe. Docteur en géographie de l'université Paris IV-Sorbonne, diplômé de l'école supérieure des transports, Jérôme Poirot a commencé sa carrière à la délégation à l'emploi du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle (1992-1996). Ancien élève de l'ENA (promotion « Averroès »), il devient administrateur de la ville de Paris, où il est nommé chef de bureau au sein de la direction des finances (2000-2004). En 2004, il est nommé conseiller technique aux cabinets de Nicolas Sarkozy, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, et de Dominique Bussereau, secrétaire d'Etat au Budget. Jérôme Poirot était depuis août 2005 directeur des finances du conseil général des Yvelines.

* *
*

Notice biographique de Jacques Carrère, chargé d'une mission de réflexion sur la mise en cohérence des cartes

Né en décembre 1961, magistrat. Diplômé de l'institut d'études politiques de Paris, titulaire d'une maîtrise de droit public et d'une maîtrise de droit des affaires, auditeur de justice à l'Ecole nationale de la magistrature (promotion 1988), Jacques Carrère a commencé sa carrière comme substitut du procureur de la République à Châlons-en-Champagne. Magistrat à la direction des affaires criminelles et des grâces, il a été notamment chef du bureau de la lutte contre la fraude économique et financière (1994-2000). Détaché au ministère de l'économie et des finances à la mission TRACFIN (2001-2002), il est ensuite chargé de mission au conseil de sécurité intérieure à la Présidence de la République (2002-2004) et suit la 15^e session de l'Institut national des hautes études de sécurité. Secrétaire général de la grande chancellerie de la Légion d'Honneur (2004-2007), il était depuis juin 2007 conseiller technique au cabinet du Garde des Sceaux.

Notice biographique de Guillaume Didier, porte-parole

Né en juillet 1971, magistrat. Titulaire d'une maîtrise de droit et d'un diplôme d'études supérieures spécialisées de contentieux judiciaire, auditeur de justice à l'Ecole nationale de la magistrature (promotion 1996), Guillaume Didier a commencé sa carrière comme juge d'instruction au tribunal de grande instance de Douai avant d'être nommé magistrat à l'administration centrale. Il est affecté à la direction des affaires criminelles et des grâces au bureau de la lutte contre la criminalité organisée, le terrorisme et le blanchiment (2001-2003), puis comme chef de cabinet du directeur (2003-2004). Il devient en janvier 2005 vice-procureur près le tribunal de grande instance de Paris, puis conseiller pour la presse et la communication au cabinet de Pascal Clément, Garde des Sceaux (2005-2007). Nommé en mai 2007 chef de projet au secrétariat général de la chancellerie, chargé d'une mission de préfiguration en vue de la création d'un porte-parolat au ministère de la Justice, Guillaume Didier était depuis juin 2007 conseiller pour la presse et la communication au cabinet de la Garde des Sceaux.